

L'édito :

Silence ! On meurt

Selon l'émission Complément d'enquête du 1^{er} juin l'enquête diligentée par SAMU-Urgences de France, présidée il n'y a pas si longtemps par François BRAUN, actuel ministre de la Santé, révèle 43 décès inattendus dans les services d'Urgences en décembre 2022 et janvier 2023 alors que 22 départements seulement ont accepté d'y répondre.



Ces décès surviennent alors que les victimes sont admises depuis 12 h, ou 24 h ou 36 h dans des services d'Urgences saturés, aux prises avec une absence totale de lits d'aval dans l'hôpital et un flux de patients supérieur à leurs capacités de réponse.

Ce phénomène est en croissance constante. Il est aggravé par la multiplication des fermetures temporaires ou définitives de centres de soins non programmés (CSNP) et de services d'accueil des urgences (SAU).

Certains taisent les chiffres ou ne se risquent pas à dénoncer de telles situations. Il faudra sans doute un jour juger ces attitudes à l'aune de la non-assistance à personne en danger.

Déplacer la saturation des services d'Urgences vers les SAMU, avec lesquels il est de plus en plus difficile d'entrer en contact, et des assistants de régulation médicale débordés ne fait qu'introduire une étape de plus dans l'accès au soin d'urgence et éloigner un peu plus les patients de la prise en charge.

Non, ceux qui dénoncent ces faits ne sont pas des agitateurs mais des professionnels conscients de leurs responsabilités ou des citoyens soucieux de voir l'hôpital public en situation de remplir pleinement ses missions. Ensemble ils posent au ministre cette question :

Combien faudra-t-il encore de morts évitables pour que, en lien étroit avec les soignants et les représentants des associations de patients, des remèdes soient enfin apportés à cette situation ?

R. VACHON

[Le lien](#)

Sommaire :

- **L'écho des comités :** pages 2 à 4
- **Autres infos locales :** pages 5 et 6
- **Dossiers :** page 7
 - Aide Médicale d'Etat
 - Psychiatrie
 - CMPP
 - Accouchements hors maternités en 2023
 - Sénat
- **Culture et santé :** page 8

L'écho des comités :

LONGJUMEAU

Pour exiger le MAINTIEN DES URGENCES, DES MATERNITÉS, DES BLOCS OPÉRATOIRES DES HÔPITAUX PUBLICS DE LONGJUMEAU ET ORSAY le comité appelle à manifester le 3 juin à 9h30

[L'appel](#)

CRETEIL

Après le drame de Reims, usager-e-s, personnel-le-s et élu-e-s dénoncent une psychiatrie sinistrée qui doit être reconstruite

Communiqué 30 mai 2023

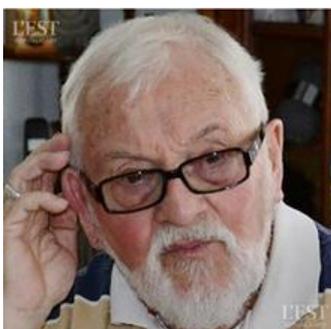
BRIOUDE

L'accès aux urgences de l'hôpital de Brioude sera filtré dans la nuit du 1^{er} au 2 juin 2023

[Le communiqué](#)

LURE

Membre du comité de vigilance de LURE (CV70) depuis 1980 Jean VERNERIE s'est éteint le 30 mai.



Tous ceux qui l'ont côtoyé lors des très nombreuses Rencontres Nationales de la coordination auxquelles il a participé se souviendront d'un homme engagé, posé et réfléchi, convaincu que l'exercice de la citoyenneté devait être mis au service de tous.

LURE encore

L'AVENIR DE L'HÔPITAL DE JOUR DE LURE (NEUROLOGIE) DE NOUVEAU MENACÉ

Le comité de vigilance appelle à un rassemblement le 7 juin devant l'hôpital.

[L'appel](#)

LOURDES

Aujourd'hui, 30 mai un groupe de militants de l'association de sauvegarde des hôpitaux et de la Santé dans les Hautes-Pyrénées, a distribué des tracts, informant patients, familles et soignants du projet de fermeture des hôpitaux de Tarbes et Lourdes et de construction d'un hôpital unique. Ils ont recueilli une centaine de signatures de soutien et résument leur position en ces termes :

« Dans la continuité de la politique gouvernementale, ce projet, sans aucun doute, appauvrira de nouveau l'offre de santé dans notre département. Nous demandons un débat public sur le thème des hôpitaux et de la santé départementale, la voix des bigourdans doit être entendue. La démocratie et la raison l'exige. »

Autres infos locales :

LARAGNE

Comment se situer en présence de logiques contradictoires ?

La recherche Plaid-Care (Psychiatrie et libertés individuelles) étudie le fonctionnement des établissements psychiatriques n'ayant pas ou peu recours à des mesures de contrainte, afin de dégager les leviers d'une discipline plus respectueuse des libertés individuelles.

Un décret de septembre 2022 rend obligatoire la présence de chambres d'isolement dans les établissements qui accueillent des patients en situation de soin sans consentement.

La sénatrice de la Drôme interroge le ministre de la Santé à ce sujet.

[La lettre](#)

PERONNE

	<p>La maternité ferme pour un mois faute d'anesthésistes en nombre suffisant.</p> <p>Le centre hospitalier explique qu'en dépit « d'importants efforts consentis par la direction et les responsables médicaux depuis plusieurs semaines, le planning d'anesthésie du mois de juin n'a pas pu être constitué ».</p> <p>L'article</p>
--	---

La Fermeture de l'activité d'accouchement de la maternité par carence de médecins anesthésistes, n'impactera pas seulement celle-ci.

Les médecins anesthésistes-réanimateurs sont un rouage essentiel d'une structure hospitalière publique comme notre Centre Hospitalier de Péronne.

Au-delà, de l'activité d'accouchement, les médecins anesthésistes-réanimateurs interviennent sur toutes les activités chirurgicales.

Derrière la maternité, se cache le risque que les activités des services de Chirurgie, Blocs opératoires, hôpital de jour, consultations, unité de surveillance continue, soient également menacés

Soignants, agents du service Public Hospitalier, usagers, patient, familles de patients, Pompiers, Ambulanciers, citoyens :

Defendez Votre Hôpital Public
Notre Bien Commun

Dossiers :

Aide médicale d'Etat

Avant même que le gouvernement ne propose une énième loi sur l'immigration, des sénateurs et sénatrices ont lancé un amendement pour supprimer l'AME, couverture maladie des étrangers non régularisés, personnes qui ont le moins de droits en France. Le Syndicat national des jeunes médecins généralistes, associé à des syndicats, collectifs et associations qui se battent pour la défense du droit à la santé des étrangers, publie un texte-pétition

[Pétition · Non à la suppression de l'AME!](#)

La Société de Pathologie Infectieuses (SPIILF), la Société de Réanimation de Langue Française (SRLF), la Société Française de Santé Publique (SFSP) et la Société Française de Médecine d'urgence (SFMU) ont un positionnement similaire.

[Suppression de l'Aide médicale d'état \(AME\) | SRLF](#)

Psychiatrie

Un communiqué des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA) après le drame de Reims

[il faut repenser le projet de la psychiatrie.](#)

Plaidoyer du Printemps de la Psychiatrie pour une psychiatrie accueillante

[Une tragédie, les dérives et une psychiatrie accueillante...](#)

La position du groupe des 39 face aux réactions sécuritaires

[La Tribune](#)

CMPP

Concertation avec les professionnels qui passe à la trappe, travaux suspendus de façon unilatérale par Direction Générale de la cohésion sociale suite aux annonces du Président de la République, le 26 avril, lors de la Conférence Nationale du Handicap.

[Réactions](#)

Accouchements hors maternités

Texte final du travail de Frédérique PFEIFFER sur l'inflation actuelle des accouchements hors maternités en France métropolitaine en 2023

[accouchements-hors-maternite-en-france-metropolitaine-en-2023/](#)

SENAT

Question de de Madame Laurence COHEN, sénatrice, au ministre de la santé, sur les décrets de septembre 2022 portant modification de l'organisation sanitaire en psychiatrie.

[QE Décrets sur la psychiatrie - Sénat](#)

Culture et santé :

[Budget de la sécu : "Merci pour ce moment de magie"](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landass@sf.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

